

Volet 1 – Interventions en agroenvironnement par une entreprise agricole

1. RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR			
Renseignements sur l'entreprise, le regroupement, l'organisme, etc.			
Nom		Numéro d'identification ministériel (NIM)	
Adresse			
Ville	Province	Code postal	
Nom et adresse complète du président du conseil d'administration (s'il y a lieu)			
Entité juridique			
Individu <input type="checkbox"/>	Société en participation / indivis en nom collectif* <input type="checkbox"/> en commandite* <input type="checkbox"/> par actions <input type="checkbox"/>	Coopérative <input type="checkbox"/>	Autre* <input type="checkbox"/>
	* Cette société suppose un contrat écrit.		*Un regroupement de plusieurs entités (individu, société, compagnie) formant une entreprise agricole. Indiquer les intérêts dans chaque entité.
Renseignements sur son représentant			
Appellation <input type="checkbox"/> M ^{me} <input type="checkbox"/> M.	Prénom	Nom	
Fonction <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Administrateur <input type="checkbox"/> Mandataire			
Adresse de correspondance (si elle diffère de l'adresse indiquée précédemment)			
Ville	Province	Code postal	
Téléphone au domicile	Téléphone cellulaire	Télécopieur	
Courriel			

Faites-vous partie d'un projet d'approche de mobilisation collective reconnu par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)?
 Oui Non Préciser :

Est-ce que l'entreprise détient une précertification ou une certification biologique pour la production en lien avec la demande ou un cahier de charge en production durable reconnu par le MAPAQ?
 Oui Fournir le document approprié (s'il y a lieu) Non

Est-ce qu'un ou des propriétaires de l'entreprise agricole fait partie de la relève?
 Oui Non
Pour être considéré comme une relève agricole, un ou des propriétaires de l'entreprise doivent répondre à l'ensemble des critères suivants : être âgé d'au moins 18 ans et de moins de 40 ans; détenir une formation reconnue; avoir au minimum un an d'expérience pertinente dans le milieu agricole et détenir au moins 20 % des parts de l'entreprise.

Veillez noter que le montant minimal de tout engagement budgétaire ou de toute réclamation est de 500 \$.

Informations à compléter si l'entreprise se qualifie pour relève (sections 2 à 4)

2. RÉPARTITION DES INTÉRÊTS DÉTENUS PAR LES PARTICIPANTS			
Y-a-t-il des actions multivotantes émises ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		Y-a-t-il plusieurs catégories de parts ¹ Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Si oui, joindre le registre des actions et ne pas compléter le tableau qui suit.			
Noms des participants	% Intérêts ¹ (Droits, actions, parts)	Date Effective ²	Relève ³
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>
	100 %		

¹ Dans une société en nom collectif, les intérêts font référence à la participation de l'associé dans le capital en fonction de son apport dans la société ou en fonction de toute cession de participation consentie en sa faveur.

S'il existe différentes catégories de parts dans la société, vous devez indiquer le pourcentage détenu par chaque associé dans chaque catégorie de parts puisque le pourcentage requis doit être détenu dans chaque catégorie des parts.

Le pourcentage d'intérêts dans une société par action est calculé en fonction des actions émises. Les actions votantes ne conférant qu'un seul droit de vote sont calculées dans leur ensemble alors que les actions votantes conférant plus d'un droit de vote sont calculées séparément.

Pour le calcul du 20 %, les intérêts doivent être votants ou de contrôle.

² La date effective doit tenir compte de la rétroactivité, s'il y a lieu.

³ Cochez le nom du (des) participants(s) qui qualifie(nt) l'entreprise au statut relève.

3. DÉCLARATION D'EXPÉRIENCE EN AGRICULTURE
<input type="checkbox"/> J'atteste détenir un minimum d'un an d'expérience pertinente dans le milieu agricole.

4. DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES À TRANSMETTRE POUR L'ANALYSE DE L'ADMISSIBILITÉ POUR LA RELÈVE
<ul style="list-style-type: none"> - Dernier diplôme ou attestation d'études; - Preuve d'âge

5. INTERVENTIONS (OU PROJET) FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE D'AIDE	
Numéro et nom de l'intervention	Cochez
4300 - Aménagements agroenvironnementaux durables intégrant des arbres et arbustes ou étant favorables à la biodiversité	<input type="checkbox"/>
4301 - Pratiques et ouvrages de conservation des sols	<input type="checkbox"/>
4302 - Équipements et pratiques visant la réduction des risques liés aux pesticides	<input type="checkbox"/>
4303 - Équipements permettant l'application en bande des matières fertilisantes dans les cultures horticoles	<input type="checkbox"/>
4304 - Équipements de gestion optimale de l'eau d'irrigation	<input type="checkbox"/>
4305 - Ouvrage de stockage des déjections animales pour les entreprises de la relève	<input type="checkbox"/>
4306 - Équipements et infrastructures de gestion des résidus végétaux et des eaux usées	<input type="checkbox"/>
4307 - Aménagements alternatifs en production de bovins de boucherie	<input type="checkbox"/>
4308-A - Équipements permettant l'épandage des lisiers à la surface du sol à l'aide d'un système d'irrigation	<input type="checkbox"/>

6. DESCRIPTION DU PROJET FAISANT L'OBJET DE LA DEMANDE D'AIDE			
Échéancier prévu des travaux (les dates réelles doivent être communiquées dès qu'elles sont connues)			
Date de début :		Date de fin :	
Localisation de l'emplacement où les travaux doivent être faits			
Site	MRC	Unité d'évaluation (ou numéro de lot et rang)	Date de fin de bail (lots loués)
1			
2			
3			
Description sommaire du projet (présentation du problème et des solutions envisagés). Au besoin, joindre une page supplémentaire.			
<p>Clause de cumul</p> <p>Avez-vous obtenu ou obtiendrez-vous, relativement à ce projet, une aide financière, directement ou indirectement, de ministères ou d'organismes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux), de leurs sociétés d'État ou d'entités municipales, y compris les communautés ou les nations autochtones reconnues par l'Assemblée nationale?</p> <p>Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Si oui : Source :</p> <p>Montant :</p>			

7. DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

- Je certifie la véracité de tous les renseignements fournis au MAPAQ.
- Je reconnais avoir pris connaissance du programme Prime-Vert 2018-2023, notamment la section relative au volet 1 du programme ainsi que les sections suivantes : « Procédure pour bénéficier de l'aide financière », « Conditions générales », « Responsabilité du demandeur » et « Réduction, refus ou résiliation de l'aide financière ». J'accepte de me soumettre à chacune des clauses, conditions et obligations qui y sont décrites, notamment : j'atteste qu'outre une mise aux normes visée par la demande d'aide financière, je respecte les normes environnementales établis en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ainsi que la réglementation entourant l'usage des pesticides. J'atteste que l'entreprise agricole n'est pas inscrite au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).
- Je m'engage à recourir aux services d'entrepreneurs titulaires détenant des licences appropriées de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) lorsqu'applicable.
- Je consens à ce que les renseignements demandés et recueillis dans le contexte de ma demande d'aide financière soient vérifiés, utilisés, regroupés ou divulgués à des fins d'analyse ou de gestion et au regard du programme, dans la mesure où la confidentialité des renseignements personnels est protégée conformément aux lois en vigueur.
- J'atteste que les factures utilisées par la présente demande incluent les dépenses réellement faites par l'entreprise dans le cadre de la réalisation du projet.
- Je consens à donner un accès à mon exploitation agricole, de même qu'à l'ensemble des renseignements qui s'y rapportent, aux représentants ou aux mandataires du MAPAQ afin qu'ils puissent vérifier l'admissibilité, la réalisation et la conformité des travaux et le respect des exigences relatives à la présente demande d'aide financière. Les résultats des analyses d'eau de puits pourront servir à établir un portrait provincial de la qualité de l'eau souterraine dans le respect de la confidentialité des renseignements personnels conformément aux lois en vigueur.
- Je m'engage à maintenir l'intégrité des aménagements, des ouvrages ou de l'équipement qui font l'objet de la présente demande et à les entretenir, pour une durée de 5 ans.
- J'atteste que je dois me conformer à toute loi ou à tout règlement applicable, notamment les lois et les règlements qui sont sous la responsabilité du Ministère.
- Je m'engage à obtenir toutes les autorisations (municipales ou gouvernementales) nécessaires à la réalisation de mon projet.
- Je m'engage à réaliser mon projet à la date prévue à la convention d'aide financière ou à l'intérieur de la lettre de modalités administrative et à déposer l'ensemble des livrables et pièces justificatives nécessaires au paiement de l'aide financière avant le 1^{er} mars 2023. En l'absence d'une convention ou d'une lettre de modalités administratives, je m'engage à réaliser mon projet suivant la réception d'un avis écrit du Ministère et à déposer au plus tard les pièces justificatives au 1^{er} mars suivant la date de la présente demande, à moins d'une entente écrite avec le MAPAQ.
- Je consens à être sollicité pour répondre à un sondage ou pour participer à une entrevue, sous la direction du personnel du Ministère ou d'une entité mandatée par celui-ci concernant la présente demande.

8. SIGNATURE DU DEMANDEUR *

Prénom et nom en lettres moulées

Signature

Date

* Le demandeur doit être un signataire autorisé de l'exploitation agricole.

Veillez acheminer ce formulaire au bureau du Ministère situé dans la région où se déroule l'activité prévue dans le cadre du projet. Vous trouverez les coordonnées précises en vous rendant au <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/nousjoindre/Pages/NousJoindreRegions.aspx> ou en téléphonant au 1 888 222-6272.

PRÉALABLES ET CONDITIONS EXIGÉS

La présente note vise à renseigner l'entreprise agricole sur les préalables principaux et conditions exigés. Il importe de la lire attentivement avant de remplir le formulaire.

Fournir, au Ministère, un plan d'accompagnement agroenvironnemental à jour en fonction de la situation de l'entreprise agricole actuelle qui justifie la nécessité de réaliser l'intervention.
Lors d'achats, seuls les équipements et les matériaux neufs donnent droit à l'aide financière. L'outillage, le matériel et l'équipement doivent répondre aux spécifications du Ministère.
Déposer, si cela est requis par le Ministère, un formulaire de dépôt de projet, un «dossier technique» ou une évaluation détaillée et ciblée.
Fournir les renseignements demandés par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ou obtenir de ce ministère les autorisations appropriées, en conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement et les règlements qui en découlent.
Une autorisation du Ministère est requise si les travaux extérieurs sont réalisés au-delà de la limite établie par la direction régionale ou après le 1 ^{er} décembre de l'année financière visée.
Tout dépassement de coûts ou toute modification à un projet doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Ministère.
Le projet faisant l'objet de la demande d'aide financière doit avoir été présenté au Ministère et avoir été accepté par ce dernier avant que soient réalisés les travaux ou achats qui s'y rattachent.